



**RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale Académique
des Achats de l'Etat (DRAAE)**

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)**

-

**FOURNITURE DE VEGETAUX ET MATERIELS DE JARDINAGE POUR
L'ACADEMIE D'AIX MARSEILLE**

PERSONNE PUBLIQUE :

M. LE RECTEUR DE LA REGION ACADEMIQUE PACA

RECTORAT DE L'ACADEMIE D'AIX MARSEILLE

PLACE LUCIEN PAYE

13621 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1

Rectorat de l'Académie d'Aix Marseille
Secrétariat régionale de Région académique
Direction régionale académique des achats de l'Etat
Place Lucien PAYE
13 621 Aix-en-Provence cedex 1

Profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Affaire suivie par :

Mme Virginie MARTINO

Mme Karen PICANOL

ce.draae@region-academique-paca.fr

Sommaire

CONTEXTE - OBJET DU DOCUMENT	4
ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT	4
ARTICLE II - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE.....	5
ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE	5
IV.1 Forme de l'accord-cadre	5
IV.2 Allotissement.....	5
IV.3 Montants.....	5
ARTICLE V - DUREE	5
ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION.....	6
ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE IX - RESILIATION.....	7
ARTICLE X - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	7
ARTICLE XI - LITIGES	8
ARTICLE XII - PRESTATIONS ATTENDUES	8
XII.1 Prestations d'avant-vente :.....	8
XII.2 Obligation de confidentialité	9
XII.3 Obligation de conseil	9
ARTICLE XIII - NORMES/OBLIGATIONS	9
ARTICLE XIV - GARANTIE	9
ARTICLE XV - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
XV.1 Désignation d'un interlocuteur.....	10
XV.2 Réunions de lancement et de suivi de marché	10
XV.3 Bilan de fin d'année.....	10
XV.4 Suivi des consommations	11
ARTICLE XVI - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE	11
XVI.1 La dématérialisation de tous les échanges est exigée	11
XVI.2 Spécifications techniques :.....	11
XVI.2.1 Type de produits	11
XVI.3 Transports	12
XVI.4 Emballages.....	12
XVI.5 Déchets	12
ARTICLE XVII - MODALITES DE COMMANDE	12
ARTICLE XVIII - LIVRAISON	13
ARTICLE XIX - DELAIS	14
XIX.1 Délai pour établissement des devis	14
XIX.2 Délais maximums de livraison	14
ARTICLE XX - CONTROLE, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS	14
ARTICLE XXI - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE.....	14
ARTICLE XXII - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	15
XXII.1 Justificatifs sociaux	15
XXII.2 Assurance	15

ARTICLE XXIII - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	15
XXIII.1 Forme des prix	15
XXIII.2 Contenu des prix	16
XXIII.3 Révision des prix	16
XXIII.4 Promotions	17
XXIII.5 Clause de sauvegarde	17
ARTICLE XXIV - EVOLUTION DES PRODUITS ET/OU SERVICES.....	17
ARTICLE XXV - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION	17
XXV.1Délai de paiement	17
XXV.2Intérêts moratoires	18
XXV.3Facturation	18
ARTICLE XXVI - PENALITES	18
ARTICLE XXVII - AVANCE ET ACOMPTE(S).....	19
XXVII.1 Avance.....	19
XXVII.2 Acompte	19
ARTICLE XXVIII - RETENUE DE GARANTIE.....	19
ARTICLE XXIX - REGLEMENTATION	19
ARTICLE XXX - RGPD	19
DEROGATIONS AU Ccag FCS	20

CONTEXTE - OBJET DU DOCUMENT

La Direction des services départementaux de l'Education nationale des Bouches-du-Rhône (DSDEN 13) est lauréate de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Innovation dans la Forme Scolaire (AMI IFS) en partenariat avec la Ville de Marseille, Réseau Canopé et Aix-Marseille Université. Ce dispositif financé dans le cadre du plan d'investissement France 2030 s'inscrit dans une logique d'innovation, d'expérimentation et de forte collaboration pour réduire les inégalités sociales, mieux répondre aux besoins de l'enfant et aux enjeux de la société.

Le projet « Refondation des temps de l'enfant » déployé à Marseille par la DSDEN 13 permet aux écoles et structures péri/extrascolaires de la ville de Marseille de construire des projets communs pour favoriser la continuité éducative sur tous les temps de l'enfant. Dans ce cadre, les écoles maternelles et élémentaires publiques de la ville de Marseille bénéficient d'un soutien financier pour la réalisation de leur projet pédagogique. Plusieurs écoles souhaitent aménager et animer des jardins pédagogiques et ont fait part de leur besoin d'acheter des végétaux (plantes, graines, fleurs) et du matériel de jardinage divers.

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Particulières (CCP) relatif à l'achat de végétaux et matériels de jardinage pour l'académie d'Aix-Marseille. Il vaut cahier des clauses administratives et cahier des clauses techniques particulières.

Il a pour objectif de préciser les conditions dans lesquelles le titulaire réalise les prestations pour satisfaire l'académie d'Aix Marseille dont fait partie la DSDEN 13, conformément aux documents contractuels régissant l'accord-cadre.

ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT

L'académie d'Aix Marseille est la circonscription administrative de référence de l'Éducation nationale.

Le recteur d'académie exerce dans l'académie les missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducatrice et représente le ministre chargé de l'Éducation nationale au sein de l'académie et des départements qui la constituent (services déconcentrés de l'Etat).

Il est responsable de la totalité du service public de l'éducation dans l'académie, de la maternelle à l'université, et exerce aussi des compétences dans le domaine de l'enseignement privé sous contrat.

La DSDEN (Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale) représente l'académie à l'échelon départemental. Elle est chargée de la mise en œuvre de l'action éducatrice et de la gestion des personnels et des établissements qui y concourent dans le cadre de l'application de la stratégie académique.

La société retenue est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations de l'accord-cadre désignée dans le présent document sous l'appellation « **titulaire** ».

Le représentant du titulaire : Il soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de coordonner la passation du marché pour le compte de l'académie d'Aix Marseille. Il s'agit du Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur dont l'académie d'Aix Marseille fait partie.

Le terme « **acheteur** » est ici mentionné au même titre que le terme pouvoir adjudicateur.

Le service bénéficiaire ou bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services dans chacun des sites pour la gestion des bons de commande issus du présent accord-cadre. Il est chargé du suivi de l'exécution des prestations et notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire. La DSDEN 13 assurera ces missions.

ARTICLE II - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de végétaux et de matériels de jardinage pour l'académie d'Aix-Marseille dans le cadre du dispositif « AMI IFS refondation des temps de l'enfant » porté par la DSDEN 13 et déployé au sein des écoles de la ville de Marseille.

La description des prestations attendues figure à l'article XIV du présent document.

ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique (CCP).

ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

IV.1 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre mono attributaire à bons de commandes fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations feront donc l'objet de bons de commandes notifiés par les services financiers de la DSDEN 13 au fur et à mesure des besoins.

IV.2 Allotissement

Le présent accord-cadre à bons de commandes n'est pas alloti eu égard à son objet qui ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations demandées.

IV.3 Montants

L'accord-cadre à bons de commandes est conclu, toutes périodes de reconduction confondues, sans montant minimum et avec un montant maximum de **300 000€ HT**.

A titre indicatif le montant estimé sur 3 ans est de 200 000€ HT, il n'engage pas le pas le rectorat ni l'administration.

Ces montants ne constituent pas un engagement de commandes.

ARTICLE V - DUREE

L'accord-cadre est conclu pour une durée **d'un an** à compter de la date de réception de sa notification. Il sera reconduit tacitement par période annuelle dans la limite de deux reconductions sauf dénonciation par la région académique PACA adressée au titulaire deux mois avant l'échéance de chaque période annuelle, **soit un maximum de 3 ans**.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction de l'accord-cadre ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets et se terminera de droit lorsque le montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ Décision de reconduction d'une période prévue dans le cadre du marché.
- ✓ Modification des lieux d'exécution : dans le cas exceptionnel de fermeture, de déménagement ou d'ouverture d'une nouvelle école publique, le service bénéficiaire ou l'acheteur informe par écrit le titulaire du marché. Toute nouvelle école publique implantée sur la commune de Marseille pourra bénéficier des prestations faisant l'objet de cet accord-cadre.
- ✓ Mise à jour des bordereaux de prix dans la limite de besoins exceptionnels non connus au moment de l'appel d'offres, du remplacement d'articles devenus obsolètes ou substituables par des articles similaires innovants.
- ✓ Renégociation des prix ou autres clauses financières à la suite de nouvelles conditions économiques survenues depuis la conclusion du contrat rendues nécessaires par des circonstances qui ne pouvaient pas être prévues. Le titulaire devra fournir des justificatifs relatifs aux conséquences des hausses imprévisibles de certains coûts d'approvisionnement (augmentation des dépenses exposées) ou de la diminution de ses recettes imputables à ces circonstances. Cette modification strictement limitée dans son champ d'application et dans sa durée permettra au titulaire de poursuivre l'exécution du contrat.
- ✓ Article 25 du CCAG FCS 2021 relatif à une circonstance imprévisible dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché avec des conséquences financières. Le titulaire devra fournir un mémoire justifiant la situation ainsi que l'impact économique sur la marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre initial du marché.
- ✓ Modification des conditions techniques d'exécution du contrat (pénurie de matières premières pouvant engendrer une substitution de matériau, modification des quantités et/ou aménagement des délais de réalisation) rendues nécessaires par des circonstances non prévisibles.
- ✓ Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- ✓ Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenues indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes, normes environnementales... (imprévisibles et extérieures au titulaire) imposées par le droit national.
- ✓ Adaptations du marché rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'utilisation.
- ✓ Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.
- ✓ Reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.
- ✓ Prolongation du terme du marché dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type : aléa dans la procédure de relance du marché suivant, adhésion à un groupement d'achat à des dates différentes de l'échéance initiale.
- ✓ Passation d'un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables suivant dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, marché complémentaire.

ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations pourront potentiellement être exécutées sur les 449 écoles publiques situées sur la ville de Marseille (cf. liste en annexe). Toutefois, seules les écoles ayant prévu un projet pédagogique nécessitant les fournitures faisant l'objet de ce marché sont concernées.

Les lieux de livraison seront précisés explicitement sur les bons de commande (Nom de l'école, adresse de l'école et personne à contacter).

ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels régissant le présent accord-cadre sont énumérés par ordre de priorité décroissante qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1), incluant ses annexes financières, signé par les deux parties et dont l'exemplaire original conservé par la région académique, fait seul foi ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes régissant l'accord-cadre valant cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques, dont l'exemplaire original conservé dans les locaux de la région académique, fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS 2021) ;
4. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs,
5. L'offre technique du titulaire (mémoire technique détaillé remis par le titulaire à l'appui de l'offre et complément éventuel).

Toute clause portée dans les documentations du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE IX - RESILIATION

L'accord-cadre peut être résilié selon :

- Les dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.
- Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS qui s'appliquent sans aucune autre disposition particulière ;

En application des articles R2143-4 et R2142-19 à R2142-27 du Code de la commande publique, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail, et conformément aux articles L2141-7 à L2141-11 du même code, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Quel que soit le motif invoqué, la résiliation de l'accord-cadre ou de l'un de ses lots fera l'objet d'un décompte de liquidation arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire. Le montant versé au titre de ce décompte de liquidation ne pourra en aucun cas être supérieur au montant dû en cas d'exécution totale de l'accord-cadre.

ARTICLE X - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution de toutes ou d'une partie des prestations pourra être confiée à un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE XI - LITIGES

Les litiges sont réglés par les lois et règlements du droit français. La région académique et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent accord-cadre.

Tribunal administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille, Tél. 04 91 13 48 13.

Les parties, région académique et titulaire, s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels litiges relatifs à l'exécution du présent accord-cadre.

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010. Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Marseille (CCIRAL).

CCIRAL de Marseille, Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, Secrétariat général pour les affaires régionales, Place Félix-Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06, Tél. 04.84.35.45.54.

ARTICLE XII - PRESTATIONS ATTENDUES

Le candidat retenu comme titulaire du marché devra être en mesure de fournir et livrer la totalité des produits ou fournitures commandés par les services bénéficiaires.

Les grandes catégories de fournitures suivantes sont concernées (liste non exhaustive) :

- Plantes extérieures ;
- Plantes intérieures ;
- Potagers et vergers ;
- Graines et bulbes ;
- Pots, jardinières ;
- Terreaux et paillages ;
- Matériels de jardinage (adulte et enfant) ;
- Systèmes d'arrosage.

Ces fournitures sont détaillées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) qui admet également une ouverture catalogue.

Le titulaire devra assurer :

- Le conseil et l'assistance à la commande ;
- La réception et le traitement des bons de commande ;
- Les prestations de services nécessaires prévues dans ce marché ;
- L'expédition et le transport des colis ;
- La livraison complète des colis aux points de livraison précisés lors de la commande ;
- La gestion de la reprise et/ou de l'échange des colis non conformes ou abîmés ;
- La gestion de la fourniture des produits manquants ;

Etiquetage des végétaux

Les végétaux devront être correctement étiquetés selon la nomenclature officielle afin d'être identifiés lors du déchargement.

L'entreprise fournira son catalogue et ses tarifs à jour.

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans le marché.

XII.1 Prestations d'avant-vente :

Cette prestation est réalisée à titre gratuit par le titulaire. Il s'agit de conseiller le service demandeur (et/ou l'utilisateur final le cas échéant) sur les fonctionnalités et le choix des produits les plus adaptés à

ses besoins par rapport à ses attentes liées à la mise en œuvre du projet pédagogique concerné et en tenant compte des caractéristiques du lieu où les fournitures seront utilisées (type de sol, situation géographique, objectif final...).

Afin de mieux cadrer le(s) besoin(s) et la demande formulée pour établissement d'un devis, un échange téléphonique avec le service bénéficiaire et le cas échéant l'utilisateur final, devra être réalisé à l'initiative du titulaire.

En outre, le titulaire devra également indiquer les consignes d'entretien des fournitures faisant l'objet de ce marché.

XII.2 Obligation de confidentialité

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent accord cadre. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent accord cadre.

XII.3 Obligation de conseil

Le titulaire est également soumis à une obligation de conseil. Le titulaire devra informer l'administration de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations faisant l'objet de marché.

ARTICLE XIII - NORMES/OBLIGATIONS

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations de la présente opération, et en particulier aux dispositions nationales et européennes régissant la fourniture de biens mobiliers.

Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

La proposition du titulaire peut comporter des engagements supplémentaires.

ARTICLE XIV - GARANTIE

Conformément à son offre, le titulaire assure des prestations de garantie conformes aux usages du commerce de végétaux et de matériels de jardinage. Ainsi les fournitures défectueuses, abîmées ou en partie manquantes, seront retournées, même estampillées, à tout moment au titulaire, et ce à ses frais pour échange.

Les végétaux seront exempts de maladie et ou parasites ; ils seront présentés en lots homogènes y compris pour le contenant.

Les végétaux devront avoir un port harmonieux. Hauteur, largeur, longueur des tiges, nombre de branches et feuillages doivent être proportionnés aux caractéristiques de croissance de l'espèce/variété et à l'âge des plantes. Les parties aériennes ne doivent comporter aucun dégât morphologique et physiologique qui soit préjudiciable à l'aspect extérieur des plantes ou à leur développement ultérieur.

Cette garantie est intégrée aux prix des articles.

L'outillage proposé et livré devra être adapté à un usage fréquent en collectivité (adultes et enfants).

Le fournisseur est responsable des végétaux et du petit matériel de jardinage jusqu'au déchargement du camion et à l'acheminement jusqu'au lieu de stockage du bénéficiaire. Si dans l'année suivant la livraison d'un lot de végétaux, une erreur sur la variété spécifiée sur le bon de commande apparaît, le fournisseur assurera le remplacement complet du lot à sa charge.

Le titulaire devra respecter les modalités de mises en œuvre de la garantie et des prestations de support incluses dans son offre.

Ces prestations comprennent la fourniture et le remplacement des produits présentant un défaut de matière ou de fabrication. Tous les frais associés à cette prestation sont à la charge du titulaire.

ARTICLE XV - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

XV.1 Désignation d'un interlocuteur

Dans les cinq (5) jours suivant la réception de la notification du marché, le titulaire désignera un interlocuteur privilégié auprès des services bénéficiaires pour le suivi de l'exécution du marché. Cet interlocuteur devra être doté d'un numéro de téléphone et d'une adresse mail valides.

XV.2 Réunions de lancement et de suivi de marché

Une réunion de lancement entre le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, les titulaires et les services bénéficiaires pourra être organisée dans le mois qui suit la notification de l'accord-cadre à la demande de l'une ou l'autre des parties. La planification de cette réunion se fera après entente entre les deux parties avec un préavis d'au moins cinq (5) jours calendaires.

En tant que de besoin, et annuellement a minima, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée. Le titulaire est informé que l'acheteur pourra réaliser des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires qui permettront d'éclairer ces réunions.

Cette réunion permettra d'aborder les points suivants :

- respect du délai de livraison (voire le système de pénalités décrit dans le présent document) ;
- disponibilité des articles ;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation, qualité des produits...) et identification des actions effectuées ou à prévoir ;
- points techniques ouverts ;
- bilan des actions non closes ;
- définition des tâches à venir ;
- suivi des consommations (dépenses).

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement sera faite par le représentant du titulaire.

La tenue de ces réunions ne donnera pas lieu à facturation.

XV.3 Bilan de fin d'année

Le titulaire transmettra annuellement, au plus trente (30) jours ouvrés après la fin de chaque année civile, un bilan chiffré des prestations réalisées au titre de l'accord cadre (tous bons de commande confondus).

Le défaut de transmission de ce document dans les délais impartis donnera lieu à la pénalité prévue à l'article XXXI du présent CCP.

XV.4 Suivi des consommations

Le titulaire réalisera le suivi des consommations globales et fournira à l'acheteur à une fréquence semestrielle, au plus tard un mois après la fin de chaque période, un état d'activité en format Excel. Ce document comprendra *a minima* les données suivantes :

- ✓ les informations par commande : date et numéro de commande, date et lieu de livraison, nom numéro UAI (Unité Administrative Immatriculée)¹ de l'école bénéficiaire (référence, désignation, marque et référence de l'article, quantité commandée, montant de la dépense, numéro de la facture correspondant à la commande ;
- ✓ la liste des commandes ;
- ✓ une synthèse du montant total des dépenses (HT et TTC) par typologie d'articles, par catégories de produits ;
- ✓ le montant total payé ;
- ✓ le ratio du montant total payé par rapport au montant maximum du lot concerné ;
- ✓ le nombre d'avoir émis ;
- ✓ le nombre de factures rejetées ;
- ✓ les pénalités appliquées ;
- ✓ la liste des commandes ayant fait l'objet de réclamation

Si nécessaire, ces indicateurs seront contrôlés lors d'une réunion de suivi de l'accord-cadre et d'autres données pourraient être demandées par l'acheteur.

Rappel : l'atteinte du montant maximal mentionné dans le présent CCP engendrera la cessation de l'accord-cadre.

ARTICLE XVI - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

La région académique PACA souhaite limiter l'impact sur l'environnement et s'est donc engagée dans une démarche d'achats publics durables.

La dimension environnementale est ainsi prise en compte dans les conditions d'exécution du marché, dans les spécifications techniques et dans les critères d'attribution du marché :

XVI.1 La dématérialisation de tous les échanges est exigée

- Communication par voie électronique pour les devis à favoriser ;
- Gestion des commandes par voie électronique ;

XVI.2 Spécifications techniques :

XVI.2.1 Type de produits

1/ Les candidats pourront proposer des végétaux produits de manière éco-responsables afin de limiter les impacts environnementaux. Sont entendues comme étant éco-responsables des fournitures dont les impacts environnementaux et sociaux sont pris en considération durant tout le cycle de vie du produit. Ainsi, la production de fournitures éco-responsables bannit des substances chimiques toxiques ou néfastes pour l'homme et l'environnement, avec des éco-matériaux, et ce, aussi bien dans les produits, les emballages et les procédés de fabrication.

¹ code composé de 7 chiffres et 1 lettre attribué par le Ministère de l'Éducation nationale aux établissements du système éducatif

La fourniture de végétaux produits de manière éco-responsable n'est pas obligatoire mais sera valorisée dans la notation des offres.

2/ Gamme de produits « bio » et espèces locales (cf. BPU). Les végétaux proposés doivent être de préférence des espèces locales adaptées au sol et au climat. Ils ne devront donc présenter aucun signe de déclimatation (fait d'extraire une plante de son milieu naturel et de la placer dans un contexte climatique nettement distinct).

XVI.3 Transports

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Afin de réduire l'impact environnemental des activités de livraison, le titulaire est encouragé à privilégier des modes de transports durables (véhicules électriques, hybrides...) et à adopter des pratiques de conduites écoresponsables.

XVI.4 Emballages

La région académique PACA encourage le titulaire à utiliser des emballages et contenants durables tels que :

- Des caisses réutilisables pour les livraisons
- Des emballages issus du réemploi et/ou à base de matières recyclées et biodégradables.

En application des dispositions de la loi AGECE, les emballages à base de matière plastique à usage unique sont prohibés dans le cadre de ce marché.²

XVI.5 Déchets

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle d'évacuer et de recycler l'ensemble des produits éligibles générés par son activité dans le cadre de ce marché.

En cas de remplacement de fournitures, le titulaire récupérera gratuitement les anciennes et les recyclera si possible. Les déchets relatifs aux nouvelles fournitures, y compris les emballages, seront évacués et recyclés par le titulaire.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée pour toute évacuation et recyclage de déchets.

ARTICLE XVII - MODALITES DE COMMANDE ET CONTENU

L'accord-cadre sera exécuté pendant toute la durée de validité par émission de bons de commande transmis par la DSDEN 13 selon les besoins des exprimés par les écoles de la ville de Marseille.

Ces bons de commande seront transmis successivement au fur et à mesure des besoins (commandes au fil de l'eau).

Chaque bon de commande est transmis par courrier électronique. L'absence de réserve émise par le titulaire dans les dix (10) jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

La personne habilitée à émettre les bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

² <https://www.ecologie.gouv.fr/loi-anti-gaspillage-economie-circulaire>

Dans tous les cas et pour toutes demandes, le titulaire doit, sous sa propre responsabilité, s'assurer de la qualité pour agir du demandeur. Tout bon de commande émis par une personne non habilitée est considéré comme nul et sans effet et ne peut, à ce titre, donner lieu à aucun paiement.

Il est précisé, sur chaque bon de commande, les renseignements suivants :

- les références de l'accord-cadre et du titulaire ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à des produits ou services valorisés dans la proposition du titulaire annexée à l'acte d'engagement ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T. et T.T.C. de chaque prestation ;
- l'école destinataire de la livraison et l'adresse précise de livraison ;
- la personne à contacter et ses coordonnées.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La réalisation afférente à ces bons de commande pourra dépasser d'un mois la date de validité de l'accord-cadre.

Dans le cas où le bon de commande produit par le Rectorat soulève des difficultés de la part du titulaire dans son exécution, il doit se rapprocher du service bénéficiaire pour demander des explications préalables avant toute production de devis.

Seules les fournitures inscrites à l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement pourront être commandées dans le cadre du présent contrat.

Toutefois certains produits complémentaires aux articles indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) pourront être délivrés au tarif public affecté de la remise consentie dans le cadre de la mise en concurrence. Ces achats particuliers feront l'objet d'un avis préalable à la commande de la Direction des achats et seront actés par avenant selon un échéancier semestriel.

Toutefois, des articles particuliers liés à la spécificité de certains projets pédagogiques ne seront pas rajoutés au bordereau mais feront l'objet d'un devis spécifique comportant la remise appliquée sur catalogue.

Un avenant semestriel pourra compléter le bordereau des prix unitaires pour les besoins dits récurrents.

ARTICLE XVIII - LIVRAISON

Les fournitures doivent être livrées aux lieux indiqués sur les bons de commande, dans le respect des modalités précisées dans le présent accord-cadre et du prix proposé dans l'offre du titulaire.

Les risques afférents à l'expédition et au transport des fournitures incombent au titulaire.

Aucune livraison ne peut avoir lieu sans notification préalable par courriel à la personne compétente désignée sur le bon de commande.

Les fournitures livrées par le titulaire sont accompagnées d'un bon de livraison comportant les mentions suivantes :

- la désignation du service émetteur du bon de commande et son adresse ainsi que la référence de la commande ;
- la référence administrative de l'accord-cadre ;
- l'identification du titulaire ;
- l'adresse de livraison et le nom du destinataire ;
- la date de livraison ;
- la désignation des fournitures livrées, leur quantité, leur répartition par colis s'il y a lieu ;
- le nombre de colis ;
- le cas échéant, les articles restant à livrer ;

- la date.

Le bon de livraison est signé par la personne chargée de réceptionner les fournitures ou toute autre personne habilitée.

Le bon de livraison se décline en 2 exemplaires : 1 exemplaire pour le signataire, 1 exemplaire pour le titulaire.

Ce document peut également être fourni de façon dématérialisée par courriel ou déposé sur l'extranet dédié si mis à disposition dans le cadre de ce marché.

Au moment de la livraison, la personne chargée de réceptionner les fournitures ou toute autre personne habilitée n'est alors responsable que du comptage et de la vérification de l'état externe des colis, des conditions d'entrepôt des fournitures et en aucun cas de leur admission.

Le coût des frais de transport des fournitures devra être indiqué au BPU. La livraison doit s'effectuer sur le site désigné au sein de chaque bon de commande. Le coût des livraisons est estimé par tranches de montants de commandes. Les prix dégressifs par tranche et les livraisons franco de port pour les commandes au volume financier important seront valorisées dans la notation des offres.

ARTICLE XIX - DELAIS

XIX.1 Délai pour établissement des devis

Après réception de la notification des besoins des services bénéficiaires, le titulaire transmettra le devis correspondant par courriel sous 5 jours ouvrés maximum ou le mettra à disposition sur le site en ligne.

XIX.2 Délais maximums de livraison

Les délais de livraison de fournitures sont ceux proposés par le titulaire dans son offre sans toutefois pouvoir dépasser le délai maximum de 20 jours ouvrés pour les articles en stock et hors stock, à compter de la réception du bon de commande.

ARTICLE XX - CONTROLE, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS

L'accord-cadre applique les dispositions de chapitre 5 du CCAG-FCS.

Les deux vérifications, quantitative d'une part, qualitative d'autre part, sont effectuées sur le lieu de la livraison par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Par dérogation aux articles 27 et 30 du CCAG FCS, il est convenu de ce qu'il suit :

Les opérations de *vérification quantitative* ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation effectuée et la quantité indiquée sur le bon de commande ou le marché.

Les opérations de *vérification qualitative* ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou des services exécutés avec les spécifications du marché. Elles couvrent entre autres, la conformité du matériel livré à la description effectuée dans le descriptif.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché effectue, au moment de la livraison de la fourniture, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

ARTICLE XXI - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

Conformément à l'article L.2195-4 du Code de la commande publique, tout changement de situation du titulaire doit être signalé sans délai à la région académique PACA. Si le titulaire est placé dans l'un des

cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-12 de ce même code, l'acheteur peut résilier le marché pour ces motifs.

ARTICLE XXII - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

XXII.1 Justificatifs sociaux

Conformément aux dispositions de l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir à la Direction Régionale Académique des Achats de l'Etat, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à R. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an.

Le titulaire devra déposer ces pièces sur la plateforme mise gratuitement à disposition par le Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille à l'adresse suivante : **[https:// e-attestation.com](https://e-attestation.com)**

Après mise en demeure restée infructueuse pour défaut de transmission de ces documents, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

XXII.2 Assurance

Le titulaire atteste qu'il est détenteur d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire continue à assurer les fournitures contre tous risques (vol, incendie, dégât des eaux, dommage de toute nature) jusqu'à l'admission de l'ensemble des produits faisant l'objet de la commande.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

ARTICLE XXIII - DISPOSITIONS FINANCIERES

XXIII.1 Forme des prix

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires. Ils sont réputés avoir été établis à la date limite de dépôt des offres, compte tenu de tous les éléments susceptibles d'avoir influé sur leur montant jusqu'à cette date.

Le candidat devra avoir pris la précaution, et ce dans un souci d'équité, de prendre en compte dans sa proposition les conditions de variations économiques prévisibles.

Le titulaire ne peut exiger aucun minimum de commande et ne doit en aucun cas imposer l'achat en lots sauf si indiquée au sein du BPU. Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

Les tarifs applicables seront basés :

- Sur les prix unitaires fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires pour les articles listés.
- Sur les prix publics ou catalogue fournisseur auquel sera appliqué le taux de remise consenti par catégorie de produits pour les articles non listés.

Les taux de remise contractuels (exprimés en pourcentage) consentis par le titulaire sont fermes et devront être maintenus pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

XXIII.2 Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'offre de l'entreprise titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, y compris les frais permettant de remédier à l'invalidation des prestations et à l'élimination et au recyclage des déchets le cas échéant.

Le fournisseur reconnaît avoir une obligation de résultat vis-à-vis de la région académique. Ils ne devront notamment comprendre aucun coût supplémentaire.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent accord-cadre.

XXIII.3 Révision des prix

En application de l'article 10.2.2 du CCAG-FCS 2021, ce marché nécessitant pour sa réalisation le recours à une part importante de fournitures de matières premières, dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours mondiaux, et par la saisonnalité des produits proposés, la révision de prix sera semestrielle.

Les taux de remise catalogue (exprimés en pourcentage) sont fermes et devront être maintenus pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix sont fermes sur les six (6) premiers mois.

Les prix seront révisés semestriellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre. La première révision des prix interviendra donc 6 mois après la date de notification du marché au titulaire.

La révision de prix devra être présentée par le titulaire avec un préavis minimum de trente (30) jours calendaires avant la date anniversaire du marché par courrier électronique à l'adresse ce.draae@region-academique-paca.fr. Il fournira un tableau récapitulant l'ensemble des anciens prix et les nouveaux prix (de préférence sous format Excel) ainsi que tous les éléments démontrant le calcul et l'évolution de l'indice. Si ces éléments ne sont pas fournis, la révision ne pourra avoir lieu.

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (Coicop\ n / Coicop\ o)$$

- Pr = prix HT révisé soit le nouveau prix
- Po = prix initial HT du marché

- **Coicop n** = dernière valeur de l'indice « prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 09.3.3.2 - Plantes et fleurs, Identifiant 001764187 » publiée à l'INSEE au moment de l'établissement du nouveau prix.
- **Coicop o** = valeur de l'indice prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 09.3.3.2 - Plantes et fleurs, Identifiant 001764187 » publiée à l'INSEE pour le mois de la remise des offres.

Tous les calculs se feront à 2 décimales maximum.

Le BPU actualisé avec les nouveaux tarifs deviendra contractuel si le pouvoir adjudicateur ne fait aucune observation dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de sa date de réception.

Toute commande reçue avant la date d'application des nouveaux tarifs relève de l'ancienne tarification.

XXIII.4 Promotions

Les prix de tout ou partie des produits figurant à l'accord-cadre peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles proposées à l'initiative du titulaire.

Le titulaire adresse au rectorat le tarif promotionnel, par tout moyen permettant de donner date et de préférence par voie électronique avec accusé de réception, en indiquant la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif est alors annexé à l'accord-cadre et son entrée en vigueur ne nécessite pas la passation d'un avenant. Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les derniers prix révisés entrent à nouveau en vigueur.

XXIII.5 Clause de sauvegarde

Lorsque la hausse des tarifs après révision a pour effet de majorer de plus de 5 % les prix unitaires précédemment appliqués, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier en partie ou en totalité le présent marché, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Conformément à la Circulaire n°6374-SG du 29 septembre 2022, relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, cette clause de sauvegarde est suspendue tant que le titulaire « est dans l'impossibilité de s'approvisionner dans des conditions normales ».

ARTICLE XXIV - EVOLUTION DES PRODUITS ET/OU SERVICES

Dans le cas où le titulaire fait évoluer son catalogue ou la gamme de ses produits ainsi définis ou en cas d'arrêt de commercialisation de références, le titulaire doit fournir des solutions au moins équivalentes et à prix au plus égal. Il communique au service bénéficiaire les nouvelles conditions tarifaires qui tiendront compte de la remise accordée dans son offre initiale.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent pas modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service sur laquelle le titulaire s'est engagé.

ARTICLE XXV - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION

XXV.1 Délai de paiement

Le règlement des factures est réalisé par virement bancaire et s'effectue dans les délais de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

XXV.2 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus, des intérêts moratoires sont dus, de plein droit, dans le respect des dispositions des articles R.2192-31 à 2192-36 du Code de la commande publique.

XXV.3 Facturation

Le titulaire du marché devra impérativement utiliser le portail public de facturation mis à disposition des fournisseurs « Chorus Pro » <https://chorus-pro.gouv.fr> . Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi.

Il sera établi une facture distincte par bon de commande émis.

Informations nécessaires pour le dépôt des factures :

- Destinataire Etat : SIRET 11000201100044
- Code service exécutant : FAC0000006
- Numéro de l'engagement juridique : se référer au numéro mentionné sur le bon de commande transmis au préalable.

Les prestations sont réglées au titulaire, par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires ou le catalogue du titulaire et complété, le cas échéant, du rabais, des remises et conditions spéciales qui y figurent.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un seul original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre ;
- la date de facturation ;
- la prestation concernée exactement définie notamment par la date et la nature et quantité de la ou des livraisons ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- sa domiciliation bancaire telle qu'il est précisé à l'acte d'engagement;
- le montant, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux de remise, le montant remis, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur.

Elles devront permettre une vérification et un contrôle quantitatif et qualitatif conformément à l'accord-cadre, aux prix et conditions figurant dans la proposition financière détaillée et le bordereau de prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

ARTICLE XXVI - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être appliquées de deux façons :

- 1/ en déduction des factures du titulaire à venir ;
- 2/ par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG -FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

Domaine	Prestations	Fait générateur	Montant
Devis	Edition de devis	Non-respect du délai pour établissement des devis (cf. article XXIII.1)	15 € HT par jour ouvré de retard
Exécution	Livraison	Non-respect des délais maximums de livraison (cf. article XXIII.2)	25 € HT par jour ouvré de retard
Suivi administratif du contrat	Bilan de fin d'année	Retard de transmission	15 € HT par jour ouvré de retard

Si le titulaire est dans l'impossibilité de s'approvisionner dans des conditions normales avec justificatifs à l'appui et conformément à la circulaire n°6374-SG du 29 septembre 2022, relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, les pénalités relatives à l'exécution des prestations seront suspendues.

ARTICLE XXVII - AVANCE ET ACOMPTE(S)

XXVII.1 Avance

Sans objet.

XXVII.2 Acompte

Les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique s'appliquent au présent accord-cadre.

ARTICLE XXVIII - RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE XXIX - REGLEMENTATION

Les prestations du titulaire doivent être conformes à l'ensemble des textes français et européens en vigueur. Le fait de ne pas énumérer les normes et règlements applicables ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

La proposition du titulaire peut comporter des engagements supplémentaires.

ARTICLE XXX - RGPD

Ce marché donnant lieu à la collecte et au traitement de données personnelles, le titulaire et le(s) sous-traitant(s) éventuel(s) devront se conformer aux dispositions du Règlement Général pour la Protection des Données. En tant que responsable de traitement des données, le titulaire entreprendra toutes les démarches nécessaires à son exécution au regard de la législation applicable à l'établissement et à l'utilisation de fichiers contenant des données à caractère personnel.

DEROGATIONS AU CCAG FCS

Articles du présent contrat	Références CCAG FCS 2021
XXX Pénalités	Article 14
XXIV contrôles, admission, ajournement, rejet des prestations	Articles 27 et 30